

AVIS OFFICIEL  
COMPTES ANNUELS AU  
31.12.2004

SOCIETES ANONYMES –  
SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE  
SOCIETES COOPERATIVES –  
SOCIETES EN COMMANDITE  
PAR ACTIONS  
( Article 79, loi du 19  
décembre 2002 )

A. Les administrateurs et les  
gérants des sociétés ano-  
nymes, des sociétés à res-  
ponsabilité limitée, des so-  
ciétés coopératives et des  
sociétés en commandite  
par actions sont tenus de  
soumettre les comptes an-  
nuels des exercices clôturés au 31.12.2004 à l'ap-  
probation de l'assemblée  
générale ou à l'approbati-  
on des associés avant le 30  
juin 2005.

Les comptes annuels ap-  
prouvés doivent ensuite  
être déposés au registre du  
commerce et des sociétés  
dans le délai d'un mois. Au  
plus tard le 31 juillet 2005,  
tous les comptes annuels  
des exercices clôturés au  
31.12.2004 doivent être  
déposés au Registre du  
Commerce et des Sociétés.  
Il y a lieu de noter que le  
dépôt au Registre du Com-  
merce et des Sociétés ne  
pourra être effectué qu'a-  
près enregistrement des  
documents / comptes au-  
près de l'administration de  
l'Enregistrement, actes ci-  
vils. Après la formalité de  
l'enregistrement, il est de  
la responsabilité person-  
nelle des administrateurs  
et des gérants de prendre  
eux-mêmes soin que le  
dépôt au Registre de Com-  
merce et des Sociétés soit  
effectué.

Les administrateurs et les  
gérants qui ne soumettent  
pas les comptes sociaux  
aux assemblées générales  
ou aux associés dans les  
six mois de la clôture de  
l'exercice, et ceux qui ne  
déposent pas les docu-  
ments approuvés par l'as-  
semblée générale ou par  
les associés au Registre du  
Commerce et des Sociétés  
dans le mois de l'approba-  
tion (sociétés anonymes,  
sociétés à responsabilité li-  
mitée, sociétés en com-  
mandite par actions et so-  
ciétés coopératives) peu-  
vent être punis d'une  
amende de 500.- à 25.000.-  
Euros (art. 163-3° de la loi  
sur les sociétés).

Si les omissions sont faites  
dans un but frauduleux, les  
administrateurs et les gé-  
rants peuvent être con-  
damnés à une amende de  
1.250.- à 125.000 Euros et  
/ou à un emprisonnement  
d'un mois à deux ans (art.  
166-2°).

Le défaut de présentation  
des comptes annuels aux  
associés et le défaut de  
déposer ces comptes au  
Registre du Commerce et  
des Sociétés, constituent  
des manquements graves

aux dispositions de la loi  
sur les sociétés qui peu-  
vent entraîner la dissolu-  
tion d'office de la société  
par le tribunal sur requête  
du Parquet (art. 203).

B. Les sociétés sont tenues  
de requérir l'inscription au  
registre du commerce et  
des sociétés de l'adresse  
précise de leur siège so-  
cial. L'indication d'un siège  
au Grand-Duché de Luxem-  
bourg, sans autre précé-  
sion, ne répond pas aux  
prescriptions de la loi sur  
le registre du commerce et  
des sociétés. Le défaut  
d'inscription de l'adresse  
est sanctionné d'une amen-  
de à charge des respon-  
sables de la société de  
251.- à 5.000.- Euros (art.  
6,3° et 21,(5) de la loi du 19  
décembre 2002).

Le Procureur d'Etat près le  
Tribunal d'Arrondissement  
de et à Luxembourg

POSTE VACANT

L'Administration de la Ges-  
tion de l'Eau se propose  
d'engager avec effet immé-  
diat ou à convenir

un(e) employé(e) dans la  
carrière E (ingénieur  
technicien)

à tâche complète et à durée  
indéterminée pour un poste  
de responsable informatique.

Les candidats au poste en  
question doivent remplir les  
conditions suivantes:

- être de nationalité luxem-  
bourgeoise;
- être titulaire d'un diplôme  
d'ingénieur technicien de  
l'Institut supérieur de tech-  
nologie ou d'un diplôme  
d'ingénieur industriel de  
l'Institut supérieur de tech-  
nologie ou d'un certificat  
d'études reconnu équiva-  
lent;
- être âgé de moins de 45 ans  
accomplis;
- maîtriser parfaitement les  
langues luxembourgeoise,  
française et allemande;
- savoir travailler de manière  
indépendante;
- avoir des connaissances  
dans les domaines Lotus et  
Windows 2000/2003 et des  
logiciels Ergo, AutoCAD,  
MSOffice, ainsi que des  
bases de données Access et  
Oracle.

La capacité d'utilisation de  
systèmes d'information géo-  
graphique (SIG), des connais-  
sances dans les domaines  
des analyses géographiques  
par ordinateur (ArcINFO),  
des connaissances des diffé-  
rents outils informatiques, de  
langages de programmation  
et de l'environnement INTER-  
NET sont considérés comme  
atouts.

Des renseignements supplé-  
mentaires peuvent être ob-  
tenus par téléphone au nu-  
méro 26 02 86 - 45.

Les candidats sont invités à  
adresser leur demande ma-  
nuscrite pour le 13 juin 2005  
au plus tard à:

Administration de la  
Gestion de l'Eau

Bureau du personnel  
B.P. 1212  
L-1012 Luxembourg

Les demandes seront accom-  
pagnées des pièces suivan-  
tes:

- Curriculum vitae;
- Extrait de l'acte de nais-  
sance;
- Certificat de nationalité;
- Extrait récent du casier  
judiciaire;
- Copie certifiée conforme  
des certificats et diplômes  
d'études;
- Copie de la pièce d'identité;
- Photo récente.

POSTES VACANTS

L'Institut national pour le  
développement de la forma-  
tion professionnelle continue  
(INFP) se propose de recruter,  
pour entrée immédiate,  
trois collaborateurs (m/f)  
sous le statut d'employé  
privé.

Un chef de projet  
(m/f) (réf. 1)

Contrat à durée indéterminée  
pour un poste à temps plein

Mission:

Dans un contexte de promo-  
tion de la formation profes-  
sionnelle continue à l'attenti-  
on des entreprises luxem-  
bourgeoises:

- concevoir, élaborer et gérer  
des projets de formation  
professionnelle continue,
- coordonner et gérer des ac-  
tions de formation,
- concevoir, construire et ani-  
mer des séminaires / forma-  
tions / conférences,
- concevoir, élaborer et  
mettre en oeuvre une straté-  
gie de diffusion de l'informa-  
tion sur la formation profes-  
sionnelle continue,
- gérer et animer une équipe.

Profil:

- formation Bac + 4 (sciences  
sociales, ressources hu-  
maines),
- la connaissance du contexte  
luxembourgeois de la forma-  
tion professionnelle conti-  
nue ainsi qu'une expérience  
professionnelle dans ce do-  
maine constituent des  
atouts,
- connaissances en marke-  
ting, techniques commercia-  
les et de communication,
- maîtrise parfaite des lan-  
gues suivantes: luxembour-  
geois, français, allemand,  
anglais,
- utilisation des logiciels de  
bureautique: Word, Excel,  
Access, Powerpoint,
- recueil de l'information sur  
Internet,
- esprit d'analyse et de  
synthèse,
- capacité à travailler en  
équipe.

Un assistant de projet  
(m/f) (réf. 2)

Contrat à durée indéterminée  
pour un poste à mi-temps

Mission:

Dans le contexte de la mise  
en œuvre de la loi modifiée  
du 22 juin 1999 et de la pro-  
motion de la formation pro-  
fessionnelle continue:

- procéder à l'instruction des  
demandes de cofinance-

ment soumises par les en-  
treprises, en terme d'analy-  
se de conformité par rap-  
port aux critères d'éligibi-  
lité fixés par la loi modifiée  
du 22 juin 1999,

- participer à la conception, à  
l'élaboration et à la gestion  
de projets de formation,
- participer à la conception, à  
l'élaboration et à la mise en  
oeuvre de stratégies de dif-  
fusion de l'information sur  
la formation professionnelle  
continue,
- assister les chefs de projets  
dans leur mission.

Profil:

- diplôme sanctionnant un cy-  
cle complet de l'enseigne-  
ment secondaire classique  
ou équivalent,
- la connaissance du contexte  
luxembourgeois de la forma-  
tion professionnelle conti-  
nue ainsi qu'une expérience  
professionnelle dans ce do-  
maine constituent des  
atouts,
- maîtrise parfaite des lan-  
gues suivantes: luxembour-  
geois, français, allemand,  
anglais,
- utilisation des logiciels de  
bureautique: Word, Excel,  
Access, Powerpoint, Out-  
look,
- recueil de l'information sur  
Internet,
- esprit d'analyse et de syn-  
thèse,
- capacité à travailler en équi-  
pe.

Un secrétaire de direction  
(m/f) (réf. 3)

Contrat à durée déterminée  
d'une année pour un poste à  
temps plein

Mission:

- assister la direction dans  
l'exécution de ses tâches  
(préparer les réunions du  
Conseil d'administration,  
préparer certains dos-  
siers...),
- assurer le secrétariat de  
l'INFP,
- réaliser une partie définie  
des opérations de compta-  
bilité en respectant les  
procédures établies.

Profil:

- diplôme sanctionnant un  
cycle complet de l'enseigne-  
ment secondaire clas-  
sique/technique ou équiva-  
lent,
- maîtrise parfaite des lan-  
gues suivantes: luxembour-  
geois, français, allemand,  
anglais,
- maîtrise des logiciels de bu-  
reautique: Word, Excel,  
Access, Powerpoint,  
Outlook,
- recueil de l'information sur  
Internet,
- connaissances en comptabi-  
lité,
- capacités rédactionnelles  
(lettres, comptes-rendus,  
rapports...),
- autonomie et prise d'initia-  
tive,
- capacité à travailler en  
équipe.

Les candidatures manuscri-  
tes accompagnées d'un CV et  
d'un extrait récent du casier  
judiciaire, en faisant référen-  
ce au poste sur l'enveloppe,

sont à adresser, pour le  
15 juin 2005 au plus tard, à  
l'attention de:

Monsieur le Président du  
conseil d'administration de  
l'INFP  
38, rue de l'Avenir  
L-1147 Luxembourg

MINISTERE DES TRAVAUX  
PUBLICS

ADMINISTRATION DES  
BATIMENTS PUBLICS  
DIVISION DES TRAVAUX  
NEUFS  
AVIS D'ADJUDICATION

Le jeudi, 21 juillet 2005 à  
10:00 heures du matin, il se-  
ra procédé aux bureaux de  
l'Administration des Bâti-  
ments publics, 10, rue du St-  
Esprit à Luxembourg, à l'ou-  
verture de la soumission con-  
cernant:

la fourniture et mise en pla-  
ce d'équipement spécial ra-  
yonnement mobile dans l'inté-  
rêt du Centre National de  
l'Audiovisuel et Centre Cul-  
turel Régional de Dudelange

Envergure:

- rayonnement mobile 45 +  
45cm, hauteur 225 cm  
env. 335 ml
- rayonnement mobile à pan-  
neaux grillages,  
hauteur 225cm  
env. 65 ml
- rayonnement coulissant  
à panneaux grillages,  
hauteur 240 cm  
env. 50 ml
- rayonnement fixe,  
hauteur 225 cm  
env. 70 ml

Les travaux sont adjudgés en  
bloc à prix unitaires.

Le début des travaux est pré-  
vu pour automne 2005.

La durée des travaux est de  
30 jours ouvrables.

Les intéressés sont tenus  
d'introduire leur candidature  
écrite au moins 1 jour ou-  
vrable avant de retirer le dos-  
sier de soumission à

l'Administration des  
Bâtiments publics  
"Soumissions"  
Boîte Postale 112  
L-2011 Luxembourg

Télécopieur: 46 19 19 - 555  
Les plans, cahiers de charges  
et bordereaux de soumission  
sont à la disposition des can-  
didats à l'adresse de l'admi-  
nistration à partir du jeudi,  
2 juin 2005.

Les pièces conformes aux  
prescriptions du règlement  
grand-ducal du 7 juillet 2003  
et portant l'inscription: "Sou-  
mission pour l'équipement  
spécial rayonnement mobile  
dans l'intérêt du CNA de Du-  
delange" doivent se trouver  
aux bureaux de l'Administra-  
tion des Bâtiments publics,  
10, rue du St-Esprit à Luxem-  
bourg, avant l'heure fixée  
pour l'ouverture.

Le présent avis a été commu-  
niqué le 30 mai 2005 au Sup-  
plément du Journal Officiel  
des CEE aux fins de publica-  
tion.

Luxembourg, le 27.05.2005  
Le ministre des Travaux publics  
Claude Wiseler

COMMISSION NATIONALE  
POUR LA PROTECTION DES  
DONNEES

VACANCE DE POSTE

Le Gouvernement se propose  
d'engager à plein temps et  
pour entrée immédiate:

UN JURISTE (m/f)

comme membre effectif \*  
de la COMMISSION  
NATIONALE POUR LA  
PROTECTION DES  
DONNEES

Profil et Qualification

Le/La candidat(e) doit:

- être titulaire d'un cycle  
complet d'études univer-  
sitaires en droit et avoir  
passé avec succès l'examen  
de fin de stage judiciaire;
- disposer d'une expérience  
professionnelle en droit d'au  
moins 5 ans;
- avoir une connaissance  
adéquate des 3 langues  
administratives du  
Grand-Duché de Luxem-  
bourg. La maîtrise de l'an-  
glais tant orale qu'écrite  
constituera un atout.
- une expérience dans le  
domaine des questions  
juridiques liées à la pro-  
tection des données est  
considérée comme un  
avantage.

Le/la candidat(e) doit en  
outre faire preuve:

- d'une facilité dans les  
contacts humains;
- de capacités d'organisation  
et de promotion d'une  
culture de protection des  
données.

Les personnes intéressées  
voudront adresser leur de-  
mande aux mains du Mi-  
nistre délégué aux Commu-  
nications, Ministère d'Etat,  
Service des Médias et des  
Communications, 5-7, rue  
Large, L-1917 Luxembourg,  
avant le 15 juin 2005, avec  
la mention "recrutement".

Les demandes sont traitées  
confidentiellement. Pour tout  
renseignement supplémentai-  
re les personnes intéressées  
peuvent s'adresser au tél:  
(352) 478-2167.

La Commission Nationale  
pour la protection des don-  
nées est une autorité indé-  
pendante instaurée par la loi  
du 2 août 2002 relatif à la pro-  
tection des personnes à  
l'égard du traitement des  
données à caractère person-  
nel. Elle est chargée de con-  
trôler et de vérifier la légalité  
des traitements des données  
à caractère personnel et doit  
assurer le respect des li-  
bertés et droits fondamen-  
taux des personnes en ma-  
tière de protection des don-  
nées. (Le texte de la loi peut  
être téléchargé du site  
[www.cnpd.lu](http://www.cnpd.lu).)

\* Le mandat expire le 31 oc-  
tobre 2008 et est renouve-  
lable pour une durée de  
6 ans.

